

Fiscal cliff : le plafond de la dette américaine, cette épée de Damoclès au-dessus de l'économie mondiale



Barack Obama doit faire face au "mur de la dette", un mécanisme qui pourrait procéder à 600 milliards de dollars de coupes budgétaires automatiques si démocrates et républicains ne parviennent pas à un consensus au Congrès américain. La dette américaine menace-t-elle l'économie mondiale ?

Avec Alexandra Estiot

Atlantico : Quels sont les enjeux du fiscal cliff et du rehaussement du plafond de la dette ?

Alexandra Estiot : Le fiscal cliff est le résultat de la précédente législature et de la défaite de Barack Obama aux élections de mi-mandat en 2010 au cours desquelles la Chambre des représentants est passée sous pavillon républicain. Le parti **a alors été** tiré vers la droite par le mouvement du Tea Party dont **bon nombre de** membres **jurent** sur l'honneur de ne jamais augmenter les impôts.

Ces difficultés dans les négociations entre les deux chambres du Congrès et le président ont contraint Barack Obama à faire un certain nombre de concessions. Pour prolonger l'indemnisation du chômage de longue durée ou le taux réduit de cotisations sociales, il a ainsi dû prolonger les Bush tax cuts, des baisses d'impôts décidées par son prédécesseur. A cela s'ajoute l'accord sur le **relèvement** du plafond de la dette conclut en août 2011 qui a conduit à **la mise en place de** coupes automatiques dans les dépenses.

L'ensemble de ces mesures **était censé** être temporaire. Pour cela, une date butoir a été fixée : celle du 1er janvier 2013. Ce jour-là, tout s'arrête : les baisses d'impôts accordées sous George W. Bush, **l'indemnisation du chômage de longue durée**, la fin du taux réduit de cotisations sociales **alors que les coupes automatiques dans les dépenses prennent effet**

Autrement dit, si le Congrès **n'annule pas les baisses automatiques de dépenses et/ou n'empêche pas la remontée des impôts**, le budget du gouvernement fédéral **sera réduit d'environ** 600 milliards de dollars de façon automatique, soit 5% du PIB américain environ. Un choc violent qui équivaut à ce qu'a subi la Grèce en **2011**. Dans un tel cas de figure, une récession est inévitable. Un accord doit donc absolument **être** trouvé pour étaler cet ajustement budgétaire sur plusieurs années.

Par ailleurs, la dette américaine devrait atteindre son plafond légal en février. Un accord peut-il être atteint avant cette date ?

Un plafond a été instauré il y a quelques années pour empêcher la dette de s'envoler. Mais en réalité, ce plafond a été sans cesse relevé au point tel **que c'est devenu un non-événement. Mais en 2011**, il est redevenu un enjeu du fait de la poussée du Tea Party, un mouvement qui s'oppose profondément aux impôts, **veut limiter les pouvoirs de** l'Etat fédéral, notamment en l'empêchant de dépenser. Pour cela, ses membres s'opposaient clairement au relèvement du plafond.

Ainsi, une partie des républicains **a** exigé l'adoption d'un plan de réduction des dépenses à hauteur du relèvement du plafond accordé. La pression est montée **d'un cran** au début du mois de juillet 2011, jusqu'en août où **l'éventualité d'un défaut des Etats-Unis est devenu envisageable. Un accord a finalement été trouvé, mais** Standard & Poor's **a tout de même dégradé** la note du pays qui perdit son triple A.

Le programme de Barack Obama, qui comprend des hausses d'impôts pour les plus riches, peut-il être compromis ?

Barack Obama ne pourra adopter sa politique en l'état actuel car il ne détient pas la majorité à la Chambre des représentants. Mais les démocrates ont gagné un siège supplémentaire au Sénat et gagné quelques sièges à la Chambres.

Les deux partis peuvent dire que le vote populaire des Américains **leur a** donné mandat. Les résultats n'ont pas été assez tranchés pour basculer la balance des pouvoirs.

Quelles sont les conséquences pour l'économie mondiale ?

Si un accord intelligent est trouvé pour étaler les 600 milliards de baisses de déficits sur trois ou quatre ans avec un plan clair et précis, l'économie américaine n'en souffrira pas, l'ajustement budgétaire étant limité année par année. Par ailleurs, l'incertitude fiscale pèse depuis le printemps sur l'économie américaine, ce qui pousse les entreprises à attendre avant d'investir et embaucher. Si un accord composé d'un plan fiscal clair est trouvé, cette incertitude sera levée ce qui facilitera l'investissement et l'emploi.

Autre scénario intermédiaire : si les démocrates et républicains ne parviennent pas à trouver un accord, ils peuvent décider de repousser la décision à l'année prochaine, ce qui prolongera alors l'incertitude. L'attentisme des entreprises se poursuivrait et l'économie américaine en pâtirait.

Si, faute d'accord, le fiscal cliff entre en action, quels seront les secteurs touchés par les coupes budgétaires automatiques ?

Les coupes budgétaires interviendront surtout dans le secteur de la défense. Mais le fiscal cliff est surtout dangereux sur le volet des recettes plutôt que celui des dépenses. Pour 500 milliards d'augmentation d'impôts, il n'y a que 100 milliards de baisses de dépenses d'autant plus que celles-ci sont budgétées sur l'année 2013, mais ne doivent pas forcément intervenir tôt dans l'année.

Le volet **recettes** du fiscal cliff s'exerce surtout par une pression à la hausse sur la fiscalité des ménages avec une hausse du taux d'imposition sur le revenu, une remonté du taux de cotisation sociale à son taux normal et sur l'indemnisation du chômage **de longue durée**. Les effets se feront fortement ressentir sur le revenu des Américains.